

Conseil International

**Entre Amnesty
International et le
Portugal, une histoire qui
dure**

Index AI : ORG 50/20/99

Cette année, le Conseil international a lieu au Portugal. Amnesty International doit sa création aux événements qui ont déchiré ce pays.

En novembre 1960, deux étudiants portugais ont été condamnés à sept ans d'emprisonnement. Ils ont été parmi les premiers « prisonniers d'opinion », avant même que ce mot ait été inventé. Au moment de leur condamnation, le régime dictatorial de Salazar arrêta beaucoup d'étudiants contestataires en raison de leurs activités politiques. Dans le même temps, l'histoire de ces deux étudiants emprisonnés, rapportée par un journal londonien, déclencha un sentiment d'indignation chez un jeune avocat britannique, Peter Benenson.

Nous avons la conviction qu'un de ces étudiants pourrait bien être Ivone Lourenço. Elle se souvient de l'avalanche de messages de solidarité venus du monde entier mais, modeste, elle refuse de revendiquer l'identité d'un des étudiants dont l'histoire est à l'origine d'Amnesty International. Elle préfère affirmer que « ...cet étudiant légendaire n'a pas de nom. »

Des membres de la section portugaise d'Amnesty International ont entrepris des recherches minutieuses sur les bases du mouvement international. Après consultation des archives du ministère portugais de l'Intérieur, ils ont découvert qu'Ivone Lourenço et un autre étudiant de ses amis ont été les seules personnes condamnées à sept ans de

prison à cette époque. D'où la présence d'Ivone Lourenço à la cérémonie d'ouverture du Conseil international de cette année.

C'est l'intense colère ressentie par Peter Benenson au sujet des violations des droits humains au Portugal qui l'a poussé, six mois après l'arrestation des deux étudiants, à lancer un appel international à l'action dans un article intitulé « *The Forgotten Prisoners* » [Les prisonniers oubliés]. Peter Benenson y relatait le cas de huit prisonniers politiques incarcérés pour leurs convictions religieuses ou politiques. L'un d'eux était le docteur Agostinho Neto, poète et médecin angolais, qui allait devenir le premier président de l'Angola après son indépendance. Les autorités ont mis un terme à ses activités politiques, l'ont battu sous les yeux de sa famille et emprisonné à plusieurs reprises, parfois pendant des années. Les trois premiers cas de prisonniers

d'opinion sur lesquels a travaillé l'un des premiers groupes d'Amnesty International ont été ceux du professeur pakistanais Ala Uddin al Azad, de la romancière roumaine Henriette Yvonne Stahl et du docteur Neto.

Le premier Rapport Annuel d'Amnesty International, pour les années 1961 et 1962, a cité la libération du docteur Neto, tout en admettant que rien ne prouvait concrètement que ce succès devait être assigné à l'Organisation : « *Si, à la suite d'une action médiatique décrivant la situation dans un pays, un prisonnier est libéré ou une amnistie générale proclamée, nous ne pouvons qu'observer cette coïncidence. Nous ne pouvons pas dire qu'Amnesty International y a été directement pour quelque chose. Néanmoins, au cours des douze premiers mois d'Amnesty International, les coïncidences ont été assez nombreuses pour laisser à*

penser que notre action a

Dans sa deuxième année d'existence, Amnesty International a dépêché ses premiers chercheurs pour enquêter sur les plaintes reçues par l'Organisation et demander la libération de prisonniers d'opinion, dont Francisco Miguel, membre du Parti communiste portugais, emprisonné presque sans interruption depuis 1938. En outre, un délégué de l'Organisation est allé au Portugal intercéder en faveur de cinq médecins, emprisonnés pour leurs convictions politiques. Il a rencontré le cardinal Cerejeira, chef de l'église catholique au Portugal à cette époque, ainsi qu'un proche du chef de l'État António Salazar.

En 1964, une nouvelle délégation d'Amnesty International s'est rendue au Portugal. Un an plus tard, un observateur d'Amnesty International chargé d'assister aux procès en Afrique lusophone a été placé en garde à vue par la police secrète portugaise (PIDE). En 1968, au Portugal, quelques 70 prisonniers d'opinion avaient déjà été adoptés par Amnesty International. Par

quelque influence. ».

ailleurs, l'Organisation a observé que nombre de prisonniers politiques étaient détenus en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau. Elle a aussi obtenu des informations relatives aux prisonniers angolais incarcérés dans la tristement célèbre colonie pénitentiaire de Tarrafal sur les îles du Cap-Vert.

Pour son cinquième anniversaire en 1966, Amnesty International a mené campagne pour la libération du dramaturge Luis Monteiro, détenu sans jugement pour avoir écrit une pièce de théâtre tournant en dérision les forces armées, sans désigner en particulier l'armée portugaise. Six mois plus tard, Luis Monteiro était relâché. L'Organisation a amorcé une campagne similaire de protestation internationale en faveur de Mário Soares, avocat de renom et dirigeant politique de l'opposition, qui avait été arrêté de façon arbitraire plus d'une douzaine de fois et emprisonné au Portugal et à São Tomé. Il allait devenir par la suite président du Portugal.

Depuis sa fondation en 1961, Amnesty International a parcouru

un long chemin. Des premiers prisonniers au Portugal défendus par Peter Benenson aux milliers de cas pour lesquels nous faisons campagne aujourd'hui, notre idéal de liberté et de justice a rassemblé des gens du monde entier.

Amnesty International est toujours préoccupée par la situation des droits humains au Portugal. Ces dernières années, une quantité appréciable d'informations a constamment fait état de tortures et de sévices, parfois même d'exécutions illégales présumées, de la part des agents de la force publique.

L'an passé, Amnesty International a reçu un certain nombre d'accusations de mauvais traitement formulées par des prisonniers dans tout le Portugal à l'encontre d'agents de l'administration pénitentiaire (index AI : EUR 01/02/98). Ainsi, l'Organisation a évoqué avec le ministre portugais de la Justice le cas de Marcelino Avelino Ramos Soares, 17 ans. Détenu dans l'aile sud de la prison de Caxias, il s'était plaint d'avoir été sauvagement battu et couvert d'injures à caractère racial par plusieurs

gardiens de prison à trois reprises au moins, un jour de septembre 1997, après qu'il eut protesté contre l'interdiction faite à son frère de lui rendre visite. Il avait ensuite été enfermé pendant trois jours dans une cellule disciplinaire.

Récemment, Amnesty International a reçu d'autres plaintes relatives à des coups de feu mortels tirés par des membres des forces de l'ordre, au « recours excessif à la force » par des policiers lors d'une manifestation d'agriculteurs, et à des sévices qui auraient été infligés par des membres des forces de police à des personnes qui assistaient à un spectacle de rue à Lisbonne.